Malaise monumental, inconfort commémoratif

Zanzibar et sa Tour de la Révolution

Marie-Aude Fouéré

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20830>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.20830
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017
Pagination : 583-618
ISBN : 978-2-7132-2686-1
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marie-Aude Fouéré, « Malaise monumental, inconfort commémoratif », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 227 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20830> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.20830

Malaise monumental, inconfort commémoratif

Zanzibar et sa Tour de la Révolution

Rien au monde de plus invisible [qu'un monument].
Nul doute pourtant, qu'on ne les élève pour qu'ils soient vus,
mieux pour qu'ils forcent l'attention ;
mais ils sont en même temps, pour ainsi dire, « imperméabilisés »,
et l'attention coule sur eux comme l'eau sur un vêtement imprégné,
sans s'attarder un instant (Musil 1965 : 78).

À Zanzibar, l'édification d'une Tour de la Révolution a été un élément central des commémorations du cinquantenaire de la Révolution de 1964. Ce monument s'inscrit dans un ensemble de rituels politiques organisés par l'État pour façonner et contrôler le roman national et, simultanément, maintenir sa légitimité à gouverner en s'affirmant l'héritier de l'événement historique que fut la Révolution. Promue en grand récit de la libération, la Révolution fut construite par le régime comme le mythe fondateur d'une nouvelle nation zanzibarite sortie du colonialisme, de l'esclavage, des injustices socioéconomiques et des divisions raciales. Non figurative, sans inscription, la Tour dérive principalement sa puissance et sa signification de sa corpulence et de sa localisation. Elle a été édifiée au cœur du quartier de Michenzani, un grand ensemble de logements collectifs construit après la Révolution. Michenzani représente, pour le pouvoir en place, une modernité postcoloniale faisant table rase d'un passé d'injustices socioéconomiques et raciales. Colossale, dressée pour être visible des quatre coins de la capitale de l'archipel, notamment du cœur historique de Stone Town, la Tour doit prochainement accueillir des boutiques, un musée et un restaurant panoramique.

Cet article explique tout d'abord pourquoi la Tour de la Révolution a pu être considérée par le régime en place comme un outil adéquat pour célébrer

le cinquantenaire de la Révolution et, simultanément, rendre le pouvoir d'État visible et triomphant. Pour cela, il expose les racines historiques et les enjeux contemporains de ce nouveau monumentalisme commémoratif en le situant par rapport à une monumentalité révolutionnaire délaissée et une rhétorique révolutionnaire envahissante bien qu'ambivalente et contestée. En second lieu, il s'intéresse à l'élaboration du projet d'édification de la Tour en se focalisant sur deux processus, celui ayant conduit à son architecture imposante et celui ayant abouti à sa localisation. Entrouvrant la boîte noire que constitue l'État, trop souvent tenu pour une entité unifiée et cohérente de décision, d'administration et d'exécution, il montre que la Tour est le produit de rapports de force et de transactions au sein du gouvernement mais aussi de désordre, d'accidents de parcours et d'urgences. La Tour offre ainsi une porte d'entrée vers les fonctionnements bureaucratiques postcoloniaux où l'autoritarisme côtoie la confusion et l'inorganisation. Enfin, l'article fournit des éléments de compréhension sur un ensemble de réactions publiques que la Tour a suscité, depuis l'annonce de son édification, chez des acteurs n'ayant pris part ni à sa conception ni à son édification, mais impliqués sur la scène politique zanzibarite comme opposants au régime en place. Sachant que le monument vient seulement d'être achevé, et que son musée n'est pas encore largement ouvert au public, ce dernier volet esquisse des pistes de réflexion sur ce que le monument provoque en tant que signe mais aussi en tant qu'objet.

Les transactions et controverses associées à la Tour de la Révolution font de celle-ci un événement où « s'affrontent autour de lui des lectures et des usages », où « s'expriment des passions » (Fabre 2000b : 208). Ceci place « l'ethnologue devant le monument » (*ibid.* 2000a) non comme le serait un historien de l'art ou un architecte mais en tant que peintre des pratiques sociales, cherchant à décrire les acteurs en présence, les actions effectuées, les coups joués, les enjeux perçus et vécus (Bazin 1996) tels qu'ils s'énoncent dans les discours ou se donnent à voir dans les usages ordinaires, politisés ou banals, du monument. L'approche menée à partir de ces jeux et enjeux d'acteurs s'intéresse particulièrement à l'État comme une « arène pour l'enquête ethnographique » (Bissel 2011 : 71), c'est-à-dire comme une configuration singulière de rapports de pouvoir entre une constellation d'acteurs ayant des pratiques, des dispositions et des intérêts concordants ou divergents, parfois conflictuels (Bourdieu 1980). L'analyse resitue la Tour dans la temporalité de sa construction mais aussi dans les contextes imbriqués au sein desquels elle trouve sa signification : le contexte étroit des commémorations du cinquantenaire de la Révolution de janvier 2014 avec sa diversité de rituels nationalistes ; le contexte plus large des jeux de mémoire qui agitent la société zanzibarite depuis 1964 et mobilisent de façon récurrente le référent révolutionnaire ; et,

enfin, le contexte politique et électoral et les pratiques du pouvoir à Zanzibar, inséparables de la position inconfortable de l'archipel au sein de la République unie de Tanzanie¹ (Fouéré & Maingraud-Martinaud 2015).

Plus largement, enfin, l'article ajoute sa pierre à un champ de réflexion récent sur le monumentalisme dans les États africains depuis le milieu du xx^e siècle et ses liens avec les efforts de construction nationale postcoloniale. Il s'écarte de la focale actuelle sur le recyclage des monuments coloniaux en Afrique ou des monuments du colonialisme dans les anciennes métropoles pour s'intéresser aux monuments nouvellement construits faisant partie d'une « ambitieuse politique néo-moderniste et panafricaine » (De Jong & Foucher 2010), ou de ce que l'on peut nommer un nationalisme monumental ou patrimonial, visant à glorifier les pouvoirs en place. Il montre toutefois qu'à Zanzibar, c'est moins la rhétorique de la Renaissance qui sert à légitimer ce « fétiche d'État » de l'excès et de la démesure (Mbembe 2000) qu'est le monument — comme elle l'est au Sénégal (*ibid.*) ou en Afrique du Sud (Marshall 2010) par exemple — que celle de la permanence et de la continuité. L'article rend aussi compte d'un des paradoxes du monument : massif, incontournable, objet de passions soudaines et véhémentes, le monument tombe aussi aisément dans l'oubli et suscite l'incompréhension ou l'indifférence (Musil 1965 : 78, cité par Fabre 2009 : 17). Des réflexions tirées du travail de « dissection » historienne des « lieux de mémoire » au fondement d'une histoire patriotique (Nora 1997), transposables au cas zanzibarite, seront mobilisées au fil du texte pour expliquer ce paradoxe.

Cueillir les « fruits » de la Révolution

En janvier 2014, Zanzibar a célébré en grande pompe le cinquantenaire de la Révolution de 1964. Ces commémorations ont employé la panoplie classique des outils et des rituels du nationalisme d'État. Des affiches à l'effigie du président actuel, Ali Mohamed Shein, et de ses prédécesseurs, ont été placardées sur les murs ou placées sur des panneaux publicitaires dans les artères principales de la capitale, la ville de Zanzibar, mais aussi dans les bourgs et les villages des deux îles de l'archipel, Unguja et Pemba. Le gouvernement a fortement capitalisé sur le premier président de Zanzibar, Abeid Amani Karume. Ce dernier, aujourd'hui érigé comme père de la nation, était devenu président au lendemain de la Révolution jusqu'à son assassinat le

1. Zanzibar jouit uniquement d'un statut de semi-autonomie au sein de la République unie de Tanzanie. L'archipel possède son propre gouvernement et sa chambre des représentants, responsables des affaires internes.

7 avril 1972. Son portrait en médaillon figurait ainsi sur le logo officiel du cinquantenaire (Fig. 1).

FIG. 1. — AUTOCOLLANT DU LOGO OFFICIEL DES COMMÉMORATIONS DU CINQUANTENAIRE DE LA RÉVOLUTION DE ZANZIBAR, ABÎMÉ PAR LE TEMPS, PORTANT LE PORTRAIT EN MÉDAILLON DU PREMIER PRÉSIDENT ABEID AMANI KARUME

Photographie de M.-A. Fouéré, 11 octobre 2015.

Nombre d'écoles ou de cliniques, construites à la va-vite au cours des mois précédents, ont été officiellement inaugurées par le président de Zanzibar et ses deux vice-présidents, Seif Sheriff Hamad et Seif Ali Idd, ou par des représentants du gouvernement. Le soir du 10 janvier, un feu d'artifice impressionnant — spectacle rare à Zanzibar — a été organisé en lisière du centre-ville, Stone Town, attirant une large foule de spectateurs. Enfin, le 12 janvier, date anniversaire de la Révolution, des parades militaires et des discours d'autoglorification ont marqué le jour officiel de la commémoration au stade Amaan² où se tiennent tous les grands rituels d'État depuis cinquante ans³. Les célébrations officielles de la Révolution furent donc une mise en scène de l'État et de la nation zanzibarite (Bissell & Fouéré à paraître) qui, par toute une série de performances, ont déployé une politique et une esthétique

2. Le nom du stade fait référence au second prénom du premier président, Amani (« paix » en swahili), qui peut aussi s'écrire Amaan.

3. Observations de terrain des célébrations publiques pendant le mois de janvier 2014.

nationaliste similaires à celles observées récemment dans de nombreux pays d'Afrique lors des jubilés des Indépendances (Lentz 2013a, b).

Les réussites du régime, désignées par l'expression de « fruits de la Révolution » (« *matunda ya Mapinduzi* » en swahili), ont été placées au cœur de ce jubilé et du discours auto-légitimant du régime qui lui était associé, que ce discours s'énonce par des mots, des images ou des actions publiques. Le grand slogan officiel de toute cette période commémorative, « Perpétuons la paix, l'unité et le progrès qui sont les fruits de notre Révolution — vive la Révolution »⁴, témoigne classiquement de l'imbrication, dans l'événement commémoratif d'État, entre passé et présent, entre mémoire et politique (Gillis 1994 ; Nora 1997). Or, la stratégie de l'État a été de miser sur le bilan des cinquante dernières années — présenté comme strictement positif — et sur de nouvelles promesses d'avenir radieux plutôt que sur l'événement révolutionnaire lui-même. Ainsi, les autres slogans écrits, télévisés ou radiodiffusés qui ont saturé l'espace public ont magnifié les succès économiques et sociaux accomplis depuis 1964 dans des secteurs tels que le commerce, l'éducation ou la santé, mais n'ont guère mentionné la Révolution⁵. On constate donc que les outils commémoratifs n'ont pas été utilisés comme des indices de rappel de la Révolution, c'est-à-dire comme des signes qui auraient permis d'appréhender intellectuellement ou d'éprouver émotionnellement la présence du passé afin de consolider un sentiment d'appartenance à une communauté héritière d'une même histoire et porteuse d'une même destinée (Anderson 1996 ; Nora 1997). Ils ont, au contraire, servi à glorifier le régime en place depuis 1964 — toujours aux mains de l'ancien parti unique, l'Afro-Shirazi Party (ASP), devenu en 1977 le Chama Cha Mapinduzi (CCM, le Parti de la Révolution) — et laisser entendre que l'unité de la nation zanzibarite et l'avenir de l'archipel dépendent du maintien au pouvoir de l'État-parti.

Une telle politique commémorative centrée sur les succès accomplis et non sur l'événement historique n'est pas neuve : elle caractérise chaque commémoration depuis 1964. Le régime a longtemps fait imprimer, sous la forme de livres cartonnés, le bilan social et économique annuel du régime, décliné par ministère, avec chiffres et photographies à l'appui. Dans ces publications de près de 150 pages, seul un paragraphe de dix lignes, en introduction,

4. Ce slogan, très présent dans l'espace public, est cité dans les publications officielles du gouvernement, notamment dans le *Guide pour la commémoration des fêtes du cinquantième de la Révolution de Zanzibar* (ma traduction) (GRZ 2013 : 9).
5. On trouve les slogans suivants : « Le développement du grand port de Malindi à Zanzibar est un des fruits de la révolution », « Perpétuons notre révolution en luttant contre les drogues, les nouvelles infections de SIDA et de malaria — nous le pouvons », ou encore « La révolution du 12 janvier 1964 a apporté un meilleur service de santé maternelle et infantile » (mes traductions).

rappelait les objectifs de la Révolution. La publication de 1970, six ans après la Révolution, qui dévoile sans ambages l'imbrication étroite entre État et parti, déclare ainsi que « le gouvernement accomplit et continue d'accomplir les promesses faites par le parti de l'ASP qui a combattu pour libérer le pays et mettre en place un gouvernement qui rétablirait le respect des exploités » (ASP 1970 : 3). Si elle développe le propos en rappelant que la Révolution a permis de libérer « les exploités de nombreuses ethnies dont beaucoup d'Africains (qui) étaient humiliés et avaient perdu leur droit depuis de nombreuses années sous le régime du sultanat allié au Colonialisme britannique, aux Capitalistes et aux Bourgeois qui exploitaient les plus pauvres, les travailleurs et les paysans », elle n'insiste aucunement sur les détails historiques de cette libération (*ibid.*). De nos jours, le régime fait encore plus l'économie d'un détour — même rapide — par l'histoire. Le 12 janvier 2014, au stade Amaan, le message à la nation du Président Shein ne contenait aucune référence à la lutte contre ce qui avait, pendant cinquante ans, été érigé comme les trois grands ennemis du régime : le colonialisme, le capitalisme, la bourgeoisie (GRZ 2014). Il semble qu'à Zanzibar, comme dans d'autres contextes, « le fait de commémorer la Révolution (est) plus important que la Révolution qu'on (commémore) », pour reprendre le constat de Pierre Nora (1997 : 991) à propos de la Révolution française. Mais si la mobilisation du passé révolutionnaire et l'attachement à la rhétorique socialiste ne sont plus d'actualité, développement et modernité restent les objectifs de l'État dans le contexte d'une économie ouverte assise sur l'investissement, le commerce et le tourisme.

La Tour, monument d'État intentionnel

La Tour de la Révolution fait partie de cette vaste panoplie commémorative déployée lors des fêtes du cinquantenaire. Elle est citée dans le *Guide pour la commémoration des fêtes du cinquantenaire de la Révolution de Zanzibar* diffusé auprès des ministères et des agences gouvernementales à la fin de l'année 2013 : « Une Tour de la Révolution (monument) doit être construite au rond-point de Michenzani comme souvenir du cinquantenaire de la révolution dans notre pays » (GRZ 2013 : 9, ma traduction). Comme tous les outils du cinquantenaire, la Tour est mise au service de l'exaltation des accomplissements du régime et des projections d'enrichissement et de développement. Elle est, pour reprendre la terminologie de l'historien de l'art Aloïs Riegl (1984 [1903]) dans son célèbre essai *Le culte moderne des monuments*, un « monument intentionnel », c'est-à-dire un ouvrage architectural édifié dans un but précis, celui de fonder une légitimité politique présente par référence à

un événement passé. Lors d'un rassemblement organisé le 9 janvier 2014 pour présenter officiellement la Tour au grand public, dans le cadre des fêtes du cinquantenaire, les membres du gouvernement appelés à prendre la parole claironnent tous que cette nouvelle construction favorisera la création d'emplois, surtout pour les jeunes, et de revenus importants. Les gains réalisés devraient permettre un retour sur investissement en moins de dix ans, avant de pouvoir contribuer de façon significative au budget de l'État. La Tour est qualifiée de « ressort pour le commerce »⁶ car, selon les intervenants du gouvernement, elle attirera visiteurs tanzaniens et touristes étrangers. Ceux-ci se rendent généralement à Zanzibar pour le soleil, les plages et la vieille ville de Stone Town qui, en tant que site du patrimoine mondial (Hitchcock 2002 ; Okech 2010), fonctionne comme un « aimant à visiteurs » (Shackley 1998). La Tour pointe donc vers l'avenir plutôt que vers le passé, vers l'économie plutôt que vers le social. Si les orateurs scandent « Révolution » à l'envi — un terme qui, depuis 1964, fait partie du slogan du CCM, chaque *meeting* politique s'ouvrant sur le cri de « *Mapinduzi !* » (« Révolution ! »), plusieurs fois scandé, auquel la foule répond en chœur « *Daima !* » (« Toujours ! ») —, ils n'expliquent à aucun moment la valeur mémorative du monument. Les allocutions officielles démontrent une fois encore la justesse des analyses plus générales de la vie politique à Zanzibar selon lesquelles « toutes les factions au sein de l'État-CCM d'aujourd'hui embrassent un même récit du développement néo-libéral arrimé à un autoritarisme postsocialiste » (Cameron 2009 : 155, ma traduction).

En ce 9 janvier 2014, le monument n'en est pourtant encore qu'à ses fondations, contrairement aux échéances prévues. Le site de son édification est entouré de palissades en tôle ondulée derrière lesquelles les passants peuvent entrapercevoir des empilements de parpaings. À l'entrée, un haut panneau métallique porte un dessin du rendu final (Fig. 2). Nombre de badauds s'arrêtent pour le contempler. Trois ans et demi plus tard, en avril 2017, la Tour n'est encore que partiellement accessible au public. Certes, les palissades ont été retirées et le monument, achevé, se dresse aux yeux de tous, révélant son architecture de phare ou de château d'eau. Sa large base circulaire — beaucoup plus trapue que celle dessinée sur le panneau métallique — supporte une partie haute plus large, aux vitres opaques, qui doit accueillir le restaurant panoramique (Fig. 3). Quatre piliers et des tourelles adjacentes soutiennent l'ensemble. Les bancs construits devant la Tour, sur un terre-plein dallé avec quelques parterres engazonnés, reçoivent des jeunes du quartier à longueur de

6. Mes observations et mon enregistrement, Michenzani, 9 janvier 2014 : « Cette Tour doit attirer les gens d'ici et les étrangers pour qu'ils visitent ce lieu ; ainsi cette Tour sera un ressort pour le commerce et va favoriser les emplois, surtout pour la jeunesse » (ma traduction).

journée : ils ont les yeux rivés à leurs téléphones portables car un accès internet gratuit, en wifi, y est disponible. Mais seul le guichet de retrait automatique d'une banque locale, installée dans l'une des tourelles adjacentes, reçoit déjà des visiteurs. Des gardes contrôlent l'accès au reste du lieu : le restaurant panoramique n'est pas encore ouvert, même si un escalier en colimaçon et un ascenseur y mènent déjà, et le musée, situé au sous-sol, est toujours en phase de conception, bien qu'une salle avait été temporairement ouverte, dans l'urgence, pour l'inauguration officielle du monument au début du mois de septembre 2015. La plaque dévoilée lors de l'inauguration par le président Shein, située à l'entrée principale du bâtiment, porte une inscription ordinaire qui reflète mal, comme nous le verrons plus loin, le fort investissement des plus hautes sphères du gouvernement dans ce projet : « La Tour commémorative du cinquantenaire de la Révolution de Zanzibar a été officiellement inaugurée par le président de Zanzibar et chairman du conseil révolutionnaire le respectable Docteur Ali Mohamed Shein en date du 02/09/2015. » Aucune plaque supplémentaire n'offre, à ce jour, des indications sur l'importance mémorative et commémorative de cette Tour qui, pour les concepteurs du lieu, seront ultérieurement apportées par le musée⁷.

FIG. 2. — BADAUDS OBSERVANT LE PANNEAU MÉTALLIQUE PORTANT LE DESSIN DE LA TOUR DE LA RÉVOLUTION DEVANT LES PALISSADES ENTOURANT SON TERRAIN DE CONSTRUCTION, AVEC UN IMMEUBLE DE MICHENZANI EN ARRIÈRE-PLAN

Photographie de M.-A. Fouéré, 9 janvier 2014.

7. Observation de terrain, avril 2017.

FIG. 3. — LA TOUR DE LA RÉVOLUTION ACHÉVÉE, AVEC LES IMMEUBLES DE MICHENZANI EN ARRIÈRE PLAN, 15 OCTOBRE 2016

Photographie de M.-A. Fouéré, 15 octobre 2016.

La Grande Révolution, mythe nationaliste

Depuis cinquante ans, le régime en place à Zanzibar tire profit de l'événement révolutionnaire pour fédérer les populations de l'archipel et légitimer son contrôle du pouvoir. La Révolution de 1964 se réfère, dans les discours d'État et l'histoire officielle, au renversement du premier gouvernement indépendant de l'archipel — une monarchie constitutionnelle dirigée par un sultan et un gouvernement élu — dans la nuit du 11 au 12 janvier 1964. Elle força à l'exil le sultan Seyyid Jamshid bin Abdullah (1963-1964) et les membres du premier gouvernement. Karume, *leader* de l'Afro-Shirazi Party (ASP), devint aussitôt le président de la République populaire de Zanzibar et de Pemba. Ce coup d'État armé eut lieu un mois après que l'archipel obtint son indépendance des Britanniques, le 10 décembre 1963⁸. Il fut mené par des forces qui affirmaient avoir expulsé un régime oppressif aux mains d'une minorité arabe,

8. Zanzibar passe sous la tutelle de l'imamat d'Oman à la fin du XVII^e siècle, devient capitale de l'imamat en 1840, puis sultanat indépendant en 1856 avant d'être placé sous protectorat britannique de 1890 à fin 1963.

principalement d'origine omanaise, considérée comme étrangère, dans le but de transférer le pouvoir à la majorité africaine et shirazi, présentée comme les vrais groupes autochtones de l'archipel, jusqu'alors privés de leur droit naturel à la souveraineté. Les nouveaux hommes au pouvoir affirmèrent aussi redresser des siècles d'injustice et d'humiliation à l'encontre des Africains, esclaves et main-d'œuvre corvéables à merci. La « terreur » (Clayton 1981 : 71) régna pendant des semaines, humiliant, mutilant et violant des individus d'origine arabe ainsi que des Indiens et des Comoriens considérés comme alliés à l'opresseur arabe (Lofchie 1965 ; Okello 1967). Une idéologie de la revanche prit racine, assise sur une rhétorique socialiste d'élimination des classes, et servit de pensée politique au nouveau pouvoir en place.

Des incidents sanglants similaires s'étaient produits auparavant, bien qu'à une plus petite échelle. Les causes des massacres de juin 1961, après des élections tendues, ont été minutieusement disséquées par l'historien Jonathon Glassman (2011). Ciblant des familles originaires de la péninsule arabique, ces massacres enracinèrent l'équation entre différenciations socioéconomiques et assignations identitaires, opposant Africains et Arabes dans une société qui, avant les années 1950, était pourtant caractérisée par la fluidité ethnique, l'indétermination raciale et un patrimoine cosmopolite. Ils cristallisèrent des imaginaires raciaux qui furent localement utilisés, jusqu'à aujourd'hui, pour assigner les appartenances communautaires et les adosser aux origines, mais aussi pour penser la nation. On rappelle toutefois que les îles portaient le poids de l'esclavage. Zanzibar était le principal point de trafic d'esclaves pour l'Afrique de l'Est et l'océan Indien aux XVIII^e et XIX^e siècles et son économie prospéra grâce à un système de plantation esclavagiste (Cooper 1980 ; Sheriff 1987). Producteurs d'un « trauma collectif », selon Glassman (2011), les massacres de 1961 puis la Révolution de 1964 laissèrent des séquelles jusqu'au cœur des sociabilités ordinaires, déterminant qui les Zanzibaris « considèrent être des amis, avec qui ils partagent une tasse de café, ou qui ils invitent chez eux comme des membres de leur famille » (Burgess 2009 : 2).

Sous l'appellation de « Grande Révolution » ou de « Révolution sainte », les événements de 1964 furent transformés par le régime en place en récit fondateur de la nouvelle nation zanzibarite, c'est-à-dire d'une nation où l'africanité devint le critère d'appartenance et de citoyenneté (Mapuri 1996). Les travaux historiques universitaires sur la Révolution sont notoirement absents, de sorte que la Révolution reste une « énigme » (Shivji 2008 : 62) pour le citoyen commun comme pour l'historien, et que « l'histoire de la Révolution reste entièrement à écrire » (Glassman 2011 : 284). Dirigé par un Conseil révolutionnaire, le régime postrévolutionnaire fonctionna comme un État-parti autoritaire et arbitraire sous le règne de Karume (Shivji 2008). Les îles

s'unirent au Tanganyika voisin pour créer la République unie de Tanzanie, perdant ainsi tout un ensemble de prérogatives régaliennes (comme la politique économique ou les affaires étrangères) mais gardant un contrôle fort sur de nombreux pans de la vie insulaire. De 1964 au milieu des années 1980, l'État et son appareil de sécurité répressive contrôlaient la plupart des canaux d'expression afin de maintenir sous silence les témoignages et les récits de la Révolution qui pouvaient rivaliser avec l'histoire officielle promue par l'État (Martin 2007 ; Myers 2000). Non seulement l'histoire, comme discipline, fut interdite dans les écoles, mais de nombreuses publications pro-gouvernementales et des poèmes ou romans en swahili (Adam 1986 ; Khatib 1975), outils classiques du nationalisme (Anderson 1996 ; Gellner 1983), devinrent des lectures obligatoires pour transmettre aux élèves une version partisane d'une histoire simplifiée à l'extrême. Celle-ci répète une interprétation binaire et essentialiste opposant des Arabes, dépeints comme des esclavagistes infâmes, à des Africains recouvrant, grâce à la Révolution, la dignité qui leur avait été déniée pendant des siècles. Il se racontait ainsi, à l'école et dans la rue, que les femmes du sultan aimaient à faire ouvrir le ventre des esclaves enceintes pour observer comment le fœtus s'y loge, que le sultan obligeait les esclaves domestiques à balayer de leurs seins le sol de son palais, ou que sous chaque pilier du palais se trouvent des têtes d'esclaves enterrées⁹. L'histoire fut donc classiquement écrite par les vainqueurs, fondée sur la réécriture de ce qu'auraient été la Traite et les rapports entre Arabes et Africains à Zanzibar. Emphase et oubli allèrent de pair dans une construction de la nation qui, pour reprendre la fameuse citation d'Ernest Renan (1997 : 15) sur la nation française, nécessita « que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient beaucoup oublié de choses ».

Restes et vestiges de la Révolution ?

Du point de vue du régime, l'édification d'une Tour de la Révolution de 1964 peut s'expliquer par un investissement nouveau du bâti après cinquante ans au cours desquels les traces tangibles de la Révolution ont été partiellement effacées, dans tous les cas ignorées et parfois laissées tomber en ruines. Certes, des commémorations annuelles de la Révolution ont été mises en place et sont célébrées au stade Amaan par des parades militaires et des défilés d'écoliers et de diverses organisations contrôlées par le Parti. Mais aucune trace

9. Ces propos, très courants par le passé (GLASSMAN 2011), s'entendent toujours aujourd'hui et sont fortement réactivés pendant les campagnes électorales (observation de l'auteure, voir FOUÉRE 2011).

tangible ou lieu topographique, qu'il s'agisse d'un bâtiment, d'un mémorial, d'un cimetière ou d'objets particuliers, n'ont été transformés en « lieux de mémoire », c'est-à-dire, pour reprendre la définition qu'en donne Pierre Nora (1997 : xxiv), en « restes » qui « naissent et vivent du sentiment qu'il n'y a pas de mémoire spontanée, qu'il faut créer des archives, qu'il faut maintenir les anniversaires, organiser des célébrations, prononcer des éloges funèbres, notariar des actes, parce que ces opérations ne sont pas naturelles », mais intentionnelles. Ainsi, les sites qui ont été pris d'assaut, la nuit de la Révolution, comme les postes de police, celui de Mtoni (un des premiers lieux ciblés par les combattants parce que s'y trouvaient des armes à feu) ou ceux de Ziواني et Malindi, tous trois situés aux portes de Stone Town et toujours en usage aujourd'hui, ne sont pas associés aux célébrations et ne portent pas de plaque commémorative. Les objets utilisés lors de la Révolution — machettes et fusils, bâtons et pelles, jeeps et bateaux — sont aussi notoirement absents ou invisibilisés, ni mentionnés dans les livres d'histoire ni exposés dans les musées. Hormis l'ancien Président Karume, qui fait l'objet croissant d'un culte de la personnalité en raison de son nationalisme affirmé pendant son règne (Fouéré 2013, 2016a), les principaux protagonistes de la Révolution sont mal connus du grand public et peu célébrés. Seuls quelques noms parmi ceux ayant accédé au pouvoir et participé à la cellule dirigeante, appelée le « Comité des Quatorze », sont inscrits dans les mémoires, mais aucun mémorial ni statue n'a été érigé en leur honneur.

Même les lieux d'histoire et de patrimoine existant qui accueillent non seulement les touristes étrangers mais aussi les citoyens et les écoliers de Zanzibar tiennent à l'écart la Révolution. Au musée national de l'histoire et de la culture de Zanzibar, le Beit el Ajaib (la Maison des Merveilles ou House of Wonders), un des six palais érigés par l'ancien sultan Barghash bin Said (1870-1888) sur le front de mer de Stone Town en 1883, aujourd'hui un des symboles de Zanzibar, les collections permanentes présentent l'histoire de Zanzibar. Elles retracent les premiers temps de l'occupation des îles — lorsque celles-ci vivaient au rythme des boutres venus de tout le pourtour de l'océan Indien, poussés par le vent des moussons — jusqu'à la période du protectorat britannique qui s'achève le 10 décembre 1963, en passant par le temps glorieux des sultans modernisateurs à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, mais la Révolution est notoirement absente (Bissell & Fouéré à paraître). La mise en tourisme et en patrimoine actuelle de Zanzibar reposent paradoxalement sur la valorisation du sultanat d'antan et sont fortement empreintes des imaginaires orientalistes de harems et de princesses où l'or et l'ivoire côtoient les épices et les esclaves (Kasfir 2004). Seuls deux objets associés au passé révolutionnaire sont exposés dans une salle obscure au rez-de-chaussée du

Beit el Ajaib. Encore s'agit-il d'objets associés aux premiers temps du nouveau régime, non d'objets des journées révolutionnaires à proprement parler : l'automobile stylée du Président Karume — une Ford Zephyr bleu ciel — et un pagne accroché au mur qui porte le dessin de cette même voiture et la phrase suivante : « *Ahsante gari ya muheshimiwa wetu* » (« Merci pour la voiture de notre vénérable [président] »). L'historien Abdul Sheriff¹⁰, chargé de mettre en place les collections permanentes du musée, souligne toutefois qu'il avait prévu une salle de la Révolution et des premières années post-révolutionnaires. Il avait, à cet effet, collecté différents objets authentiques ou pouvant symboliser la Révolution — des pierres jetées pendant les journées révolutionnaires, des cartes de membres des partis politiques en compétition et des urnes électorales, ou encore des produits sortis des usines établies dans l'archipel dans les années qui suivirent la Révolution, comme les chaussures de l'usine Mwendo. Mais la démission forcée de Sheriff, suite à des désaccords avec le gouvernement à propos d'autres initiatives muséales dont il était en charge, mit fin au projet. La salle de la Révolution du Beit el Ajaib ne vit donc jamais le jour, les objets rassemblés restant stockés en vrac dans une pièce fermée à clé à l'étage. Un autre projet — celui d'un musée de la Révolution centré sur la figure de Karume et établi dans sa maison d'enfance à Mwera, son village natal — fut mis à l'étude mais jamais réalisé¹¹.

Ces deux exemples soulignent que le délaissement des traces et des vestiges de la Révolution ne doit pas être attribué à l'idée que la notion de patrimoine et la pratique de création de « lieux de mémoire » seraient étrangères aux modalités du souvenir, de la mémoire et de la commémoration à Zanzibar. Une politique patrimoniale a été mise en place par les autorités publiques dans les années 1970, aboutissant à l'identification de monuments et de sites historiques et leur inscription sur une liste du patrimoine national en 1979, dans la vieille ville de Stone Town mais aussi dans tout l'archipel (Sheriff 1995). Des monuments datant de l'époque des sultans furent principalement listés, tels les palais ou les anciens bains. À cette même époque, de nouveaux musées furent ouverts, comme le Beit el Ajaib (Sheriff, Voogt & Luhila 2007), et les archives nationales furent mises en place sous la direction d'Abdul Sheriff. Deux statues d'Abeid Karume furent érigées, l'une dans les jardins de l'hôtel de Bwawani — le premier grand hôtel de standard international construit sur ordre de Karume et qui fut sa fierté (Martin 2007) — et l'autre au siège du CCM. Cette statuaire met en évidence que le tangible a été intentionnellement saisi par le régime postrévolutionnaire pour réactiver le passé. Si la statue à Bwawani est aujourd'hui partiellement délabrée, cachée par les

10. Entretien avec Abdul Sheriff, Stone Town, 1^{er} juin 2011.

11. Conversation avec anonyme, Stone Town, 20 octobre 2016.

plantes et abîmée par la pluie, celle située dans la cour intérieure du Parti est mise en valeur et bien entretenue car elle est érigée à proximité de la tombe de Karume. À chaque célébration de la Révolution, une délégation du gouvernement vient rendre hommage au premier Président par des prières et la pose de fleurs, faisant de la tombe et de la statue un lieu de mémoire étatique. Par ailleurs, différents organismes ont vu le jour pour conserver, protéger et restaurer ces différents lieux, ainsi que Stone Town dans son ensemble après son inscription sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO en 2000 : la Stone Town Conservation and Development Authority (STCDA), créée en 1985 pour être en charge de Stone Town en collaboration avec la municipalité (Zanzibar Municipal Council, ZMC), ou encore le département des Archives, des Musées et des Antiquités. Cette politique patrimoniale et muséale post-révolutionnaire s'appuyait sur une politique et législation coloniale qui ne fut pas remise en cause. L'identification et la conservation des monuments historiques débutèrent pendant la colonisation britannique avec l'« Ancient Monument Preservation Decree of 1927 », toujours en vigueur. Le premier musée de Zanzibar, le Peace Memorial Museum ou Beit al-Amani, fut créé par les Britanniques, ouvrant ses portes en 1925 mais en gestation depuis 1907 (Longair 2015). Et l'identification de sites historiques se poursuit aujourd'hui, sous la houlette du Département de l'aménagement urbain de Zanzibar et en collaboration étroite avec des organisations internationales, en premier lieu l'UNESCO, mais aussi avec des agences de patrimoine et d'architecture internationales. Parmi les récentes initiatives, on trouve la promotion d'une approche de la conservation et du développement de Stone Town en termes de « paysage urbain historique » (Historic Urban Landscape, HUL), un outil international de *management* patrimonial censé pouvoir mieux mettre en valeur la ville dans son ensemble plutôt que de se concentrer sur les monuments pris individuellement (UNESCO 2013). Enfin, avec le développement du tourisme dans les îles depuis 1990, des initiatives privées ont contribué à la définition et à la mise en valeur d'éléments de patrimoine : la musique taarab, valorisée par le Dhow Country Music Academy (DCMA), le festival de cinéma Zanzibar International Film Festival (ZIFF), ou encore le festival de musique *Sauti za Busara* (les Voix de la sagesse) et le Jahazi Literary and Jazz Festival (Bissell 2012). Une politique patrimoniale, muséale et commémorative post-révolutionnaire est donc à l'œuvre à Zanzibar avec beaucoup d'ambiguïtés puisque c'est l'histoire du sultanat et les marqueurs d'une culture swahili métissée et cosmopolite, tournée vers l'océan Indien, qui sont revalorisés alors que le régime en place, misant sur le legs révolutionnaire, a construit sa légitimité sur une modernité socialiste et une authenticité africaine.

Michenzani, topographie du pouvoir

Choisir Michenzani pour édifier la Tour de la Révolution ne relève pas du hasard. La signification politique de ce quartier est arrimée à la mémoire du régime postrévolutionnaire. Michenzani fait partie de ces grands programmes immobiliers construits à la fin des années 1960 et au début des années 1970 qui « s'imposent aujourd'hui dans le paysage urbain comme des héritages monumentaux du régime socialiste » (Calas 1998 : 212). Parmi les grands ensembles d'habitat collectif érigés à Zanzibar suivant des plans d'urbanisme empruntés à l'Allemagne de l'Est, tels Kikwajuni Juu et Kilimani, Michenzani est le site le plus abouti des efforts d'aménagement de l'espace au service d'une nouvelle conception de la société zanzibarite : il est « la pièce maîtresse d'un programme visant à faire de Zanzibar une société et une ville socialiste » (Myers 1994 : 463, ma traduction). La pose de la première pierre fut célébrée en grande pompe le 11 janvier 1970 par Karume lui-même. Le chantier, dirigé par des architectes est-allemands puis par des membres de la jeunesse du parti de l'ASP, s'appuya sur le travail forcé de prisonniers et des propriétaires des huttes qui furent démolies pour établir ce nouveau site (Wimmelbucker 2012). Huit grands immeubles en béton de 300 mètres de long et de 6 à 8 étages chacun, comptant un total de 1 102 appartements, composent ce quartier qui devait initialement compter 6 992 appartements pour un total de 229 immeubles, pouvant loger 30 000 habitants¹². Les huit barres d'habitation construites s'étirent aujourd'hui en bordure de deux larges avenues rectilignes qui se rencontrent au rond-point de Michenzani, aussi dit « rond-point de Kisonge ». Massives et interminables, telles de longs wagons qui se succèdent sans fin quand on les longe à pied, elles sont localement nommées les Michenzani *trains* (Myers 1994 : 457).

C'est tout d'abord une modernité à l'occidentale conçue sur le modèle socialiste mis en place dans les pays de l'ex-bloc soviétique que les Michenzani *trains* devaient représenter. 1 002 huttes en terre et au toit de chaume furent rasées pour construire ce quartier d'habitation tracé au cordeau. Pour Karume, en effet, la modernité mais aussi la dignité passaient par la vie dans des appartements en dur : « Après tout, une hutte en terre, même bien construite, ne peut être comparée à un appartement moderne. [...] on ne peut pas dire d'une personne qui vit dans une misérable hutte délabrée plutôt que dans un appartement moderne qu'elle est libre » (cité dans Myers 1993 : 368, ma traduction). L'on raconte que le président Karume en personne faisait des rondes dans

12. On rappelle que le premier plan d'aménagement préparé par les Allemands de l'Est prévoyait 6 992 appartements, répartis sur un total de 229 immeubles dans la périphérie de la ville de Zanzibar, afin de loger 30 000 habitants (MYERS 1994 : 455, 457).

Michenzani pour vérifier qu'aucune fumée de charbon de bois ne s'échappait des appartements, et sinon punir les occupants rechignant à utiliser gazinière et chauffe-eau électriques fournis avec le logement (*ibid.* ; Winther 2008). Mais cette modernité postrévolutionnaire s'enracine aussi dans un « modèle urbain ségrégationniste fondé sur des oppositions raciales » (Calas 1998 : 209). Michenzani fut conçu comme l'antithèse de la vieille ville de Stone Town, produite, dans les représentations coloniales (Myers 1993, 1994 ; Bissell 2011) puis postcoloniales (Myers 1995), comme le symbole de la domination des élites patriciennes — arabes, swahili et indiennes — sur les populations africaines et shirazi. Avec ses vastes maisons en pierre de corail, ses lampadaires, ses canalisations et ses palais — parmi lesquels trône le Beit el Ajaib, alors équipé d'un téléphone et d'un ascenseur —, Stone Town représentait la quintessence de ces inégalités sociales et spatiales. Lors des célébrations du premier anniversaire de la Révolution, en 1965, Karume souligna qu'avec le nouvel aménagement urbain, les Arabes, les Indiens et les Européens ne seraient enfin plus les seuls à vivre dans des maisons à étages (Wimmelbucker 2012 : 415). La construction de Michenzani prit place dans le cadre d'une vaste politique d'État d'aménagement de l'espace qui visait à abolir la classe et la race, mais qui, en raison de ses contradictions et de la rhétorique revancharde qui lui fut associée, ne parvint qu'à renforcer la géographie racialisée déjà existante. Une anecdote¹³ rend compte de cette modernité faisant de la vieille ville une ennemie. Il se raconte qu'un jour, pendant la construction de Michenzani, situé sur une petite butte qui domine Stone Town, Karume répondit simplement à la remarque qui lui fut faite que sans canalisations, les eaux de pluie et les eaux usées de Michenzani se déverseraient dans la vieille ville et en détruiraient ses maisons typiques : « Tant pis, qu'elles soient détruites ! »

Ériger un monument commémoratif à Michenzani aujourd'hui, c'est, du point de vue de l'État, réactiver ce symbole de modernité, d'amélioration des conditions de vie, de politiques s'affichant comme égalitaristes sur lesquelles le régime construit encore aujourd'hui son hégémonie politique. On le sait, cette « foi modernisatrice » (Bissell 2011 : 328) dans la planification urbaine n'est pas neuve à Zanzibar : elle est un legs de la colonisation et des premières années postrévolutionnaires, époques de grands bouleversements urbains qui ont de fait eu « un impact limité sur les problèmes qu'ils devaient régler », et ont surtout contribué à dépenser des millions de dollars et produire « tout un lot de rapports, de cartes, d'études et de mémorandums » (*ibid.*, ma traduction). Ce volontarisme par le haut, qui a transposé « brutalement sur les rives équatoriales africaines de l'océan Indien » des périphéries urbaines « figées dans le béton », a cependant laissé des traces (Calas 1998 : 213). Selon plusieurs

13. Conversation avec anonyme, Stone Town, 19 octobre 2016.

fonctionnaires interviewés, la directive concernant la construction de la Tour de la Révolution est venue directement du Conseil des ministres et fut suivie de près par le Bureau du second vice-Président et le second vice-Président en personne, Seif Ali Idd. Nouvel arrivant dans la politique zanzibarite intérieure au moment du premier mandat du Président Shein, à partir de 2010, Seif Ali Idd — longtemps diplomate, d'où son surnom de « Balozi », l'ambassadeur — s'est immédiatement présenté comme un fervent défenseur du parti au pouvoir, adoptant sa rhétorique raciale et les tropes révolutionnaires de la revanche et du ressentiment. Son implication personnelle dans le projet de la Tour, en lieu et place du personnel administratif et bureaucratique des ministères, témoigne de la haute importance du monument pour le régime. Mais, comme nous allons le voir maintenant, le projet a donné lieu à de vives contestations et des négociations étroites en interne, montrant des divisions au sein même du gouvernement entre différents acteurs et organes administratifs mais aussi entre différentes conceptions de l'espace public, des services publics et, plus largement, de la modernité urbaine et sociale.

Négocier l'ordre spatial

La fabrique et la maîtrise d'un lieu par une intervention matérielle et symbolique sont des actions étatiques délibérées classiques pour imposer une hégémonie. Selon plusieurs hauts placés au sein du département de l'Aménagement urbain dépendant du ministère de la Terre, de l'Eau, de l'Énergie et de l'Environnement, le Conseil des ministres avait décidé que la Tour de la Révolution serait construite au plein milieu du rond-point de Kisonge, au carrefour des quatre grandes artères de Michenzani — un choix validé par le président de Zanzibar. Cette Tour devait pouvoir être accessible aux piétons. Lorsque le projet fut annoncé aux fonctionnaires d'État en charge de l'aménagement urbain, il provoqua une levée de boucliers, tous jugeant que l'emplacement choisi était inadéquat en raison d'une circulation routière très dense dans cette zone. D'après eux, la Tour allait provoquer des ralentissements et des embouteillages, voire des accidents, les piétons devant traverser les avenues lorsqu'ils voudraient se rendre sur le rond-point. Ils soulignèrent aussi qu'il n'y avait, aux alentours, aucun parking pour se garer. De nouvelles possibilités pour l'emplacement de la Tour furent alors considérées.

Étant donné que le département de l'Aménagement urbain travaillait depuis plusieurs années sur un vaste projet d'aménagement urbain — mobilisant le personnel gouvernemental ainsi que des consultants, des coopérants et des étudiants internationaux — qui comprend l'établissement de

jardins publics dans plusieurs espaces libres, longtemps négligés, de la ville de Zanzibar (UNESCO 2013), l'idée émergea d'ériger la Tour dans un de ces nouveaux jardins. Selon Salim¹⁴, employé au sein du département, un petit espace vert situé à la sortie de Stone Town, sur la route de l'aéroport, fut proposé. Il avait l'avantage d'être immédiatement visible auprès des touristes nationaux et internationaux qui, débarquant à Zanzibar par avion, se rendent dans la vieille ville. Mais l'idée fut vite rejetée par Seif Ali Idd. Sa maison personnelle fait justement face à ce jardin, et selon Salim, il craignait que la Tour lui bloque la vue, sans compter qu'elle allait apporter une foule de touristes et son lot de nuisances. Par ailleurs, la présidence tenait fermement à voir la Tour construite à Michenzani. Un second emplacement fut alors suggéré : un vaste espace non aménagé au cœur de Michenzani, au pied des immeubles et en bordure de route, utilisé comme terrain de jeu par les enfants et lieu informel de discussions entre voisins et amis. Situé à deux pas du rond-point de Kisonge, cet espace faisait partie du programme de création de jardins publics. Mais il était aussi inclus dans un autre projet urbain, celui de l'aménagement de Michenzani, alors en phase de conception. Ce second projet comprend la construction — à la place des actuelles échoppes en tôle ou installées dans des containers — des nouveaux bâtiments du ministère de la Terre, de l'Eau, de l'Énergie et de l'Environnement, d'un grand centre commercial en dur et d'une école publique de l'autre côté de la route, faisant face au jardin en projet. On peut aujourd'hui en voir la maquette dans le sous-sol de la Tour (Fig. 4). Seif Ali Idd se laissa séduire par ces nouveaux plans pour l'édification de la Tour et en convainquit le président, absent des îles pendant cette phase de négociation.

Pour les employés du ministère qui me retracent ces discussions serrées sur l'emplacement exact de la Tour, le sentiment de victoire n'est cependant pas de mise. Le financeur de la Tour n'est pas l'État mais un organisme paraétatique, la Zanzibar Social Security Fund (ZSSF), qui fonctionne sur fonds propres. La ZSSF octroya à l'État un prêt de 9 millions de shillings, soit 3 millions d'euros¹⁵, pour ériger la Tour, et devint aussi propriétaire de l'espace ouvert où celle-ci serait construite. Par conséquent, la ZSSF peut aujourd'hui décider à loisir des aménagements qui y seront mis en place. Le jardin en projet au pied de la Tour ne sera donc plus un jardin public potentiellement accessible à tous. Et en effet, peu après les fêtes du cinquantenaire en 2014, l'espace fut clôturé par de lourdes chaînes en métal et mis sous la surveillance de gardes, sans que l'on sache encore si ces mesures étaient, ou non, les signes

14. Salim, et plus loin Ali, sont des noms d'emprunt pour protéger mes interlocuteurs. Entretien avec Salim, 27 février 2016, Stone Town.

15. Les chiffres varient selon les sources.

FIG. 4. — MAQUETTE DU PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE MICHENZANI, EXPOSÉE AU SOUS-SOL DE LA TOUR

Photographie de M.-A. Fouéré, 15 octobre 2016.

précurseurs d'un contrôle étroit sur les futurs usages du jardin. Pour Salim, la privatisation du site de la Tour est le signe d'un échec. Il conçoit les espaces de la ville comme devant être ouverts, gratuits et aménagés de telle sorte qu'ils attirent les habitants et puissent avoir différents usages, variables selon les heures de la journée et au fil du temps mais toujours favorables à la création d'une sociabilité dense. L'autre sentiment d'échec tient au fait que pendant tout ce cycle de négociation, les employés du ministère pensaient, selon Salim, que la Tour serait une haute sculpture artistique, et non un bâtiment massif. S'ils avaient proposé qu'elle soit érigée dans le jardin de Michenzani en construction, c'était parce que le plan d'aménagement prévoyait alors une fontaine publique centrale qui, pour eux, pouvait sans grand bouleversement accueillir l'œuvre d'art. Or l'architecture exacte de la Tour n'était pas encore arrêtée et Salim, régulièrement absent, n'en eut pas vent par d'autres biais. Les employés du ministère n'avaient donc pas pu anticiper le résultat final, ce bâtiment imposant ressemblant à un château d'eau. Une fois le *design* de la Tour révélé, ils ne purent qu'opter pour le moindre mal, c'est-à-dire négocier que la Tour fut construite non pas au centre du terrain de Michenzani mais sur le côté, afin de laisser suffisamment d'espace disponible pour la réalisation du jardin.

Gigantisme modernisateur

En 2013, Ali travaillait depuis peu pour le ministère de la Terre, de l'Eau, de l'Énergie et de l'Environnement¹⁶. Un jour, le Conseil des ministres le convoqua, lui et quelques collègues, pour leur exposer le projet, adopté depuis plusieurs mois, d'édifier une Tour de la Révolution. Ce projet architectural avait pris énormément de retard. Confié à un fonctionnaire plus haut gradé au sein du ministère, sur lequel le Conseil des ministres avait misé, ce projet de Tour n'avait pas été jugé satisfaisant, après trois mois de travail. On accorda initialement à Ali une journée pour proposer une nouvelle architecture : il soumit un schéma conçu à la va-vite d'une sculpture de six mètres de haut sous laquelle les passants pouvaient circuler. Ce nouveau projet, élaboré par Ali dans l'urgence, déplut. Le Conseil accorda à Ali deux nouvelles semaines pour soumettre un autre concept de Tour. On lui demanda expressément de prendre modèle sur un projet de monument commémoratif qui devait être érigé dans la ville de Dodoma, capitale de la Tanzanie. Ali y fut envoyé pour récupérer les croquis de ce monument — dont la réalisation fut finalement abandonnée — et en discuter avec ses concepteurs. S'il s'en est inspiré pour dessiner la Tour de la Révolution, notamment en copiant son gigantisme, Ali insiste sur le fait qu'il a finalement conçu un monument unique. Il regrette cependant que l'urgence de sa mission l'ait obligé à travailler vite et seul, sans prendre l'avis de ses collègues.

Une de ses considérations, en concevant la Tour, fut de démontrer qu'il était possible de construire en hauteur à Zanzibar. Avec ses vingt-cinq mètres, la Tour dépasse de cinq mètres les blocs d'appartements de Michenzani, et se repère donc de loin. Mais Ali regrette que son projet initial d'une Tour encore plus haute n'ait pas vu le jour. Selon lui, une telle Tour aurait prouvé à tous que Zanzibar était à même d'accueillir de grands immeubles modernes, comme on en voit dans le reste du monde, symboles selon lui d'une urbanité opulente tournée vers l'avenir à laquelle Zanzibar doit aspirer. Il rappelle que de nombreux Zanzibaris n'ayant jamais voyagé — dont des employés du ministère en charge de l'aménagement urbain, insiste-t-il — considèrent que les Michenzani *trains* sont inégalables en taille, une conception erronée, selon lui, et propice à se contenter de peu plutôt que de concevoir une nouvelle modernité urbanistique et architecturale dans l'archipel. Ali explique aussi qu'il n'a pas laissé l'architecture de la Tour au hasard. Ses modèles sont en rupture avec les styles swahili et coloniaux caractéristiques de l'époque prérévolutionnaire (Myers 1998). La partie haute est comme deux mains en

16. Entretiens avec Ali, Stone Town, 2 et 4 mars 2016.

creux qui tiennent un bol, le bol des « fruits de la Révolution », dit-il. Ses vitres en verre symbolisent la transparence, celle de l'histoire des cinquante dernières années qui se doit d'être connue de tous, selon lui, afin de faciliter une identification collective à la nation. Il indique ensuite que les quatre piliers de soutien de la Tour représentent les quatre groupes de population présents à Zanzibar : les Arabes, les Swahili, les Indiens et les Africains. Il lui tenait à cœur, précise-t-il, de matérialiser cette diversité constitutive de la société zanzibarite. Enfin, il souligne qu'il a tenu à construire une rampe d'accès, à côté de l'escalier d'entrée, qui n'est pas uniquement un outil technique destiné aux personnes à mobilité réduite, mais aussi un symbole : la rampe et l'escalier matérialisent différentes modes d'immigration à Zanzibar. C'est un aspect selon lui important à rappeler dans un contexte où les conceptions de l'appartenance et de la citoyenneté sont uniquement articulées, depuis la Révolution, à des considérations sur les origines — Arabie ou Afrique. Ali semble parfaitement conscient que les significations qu'il a données aux attributs formels de la Tour ne seront ni vues ni comprises de tous, d'autant qu'aucun descriptif explicatif n'a été installé à cet effet sur le site. Mais il insiste, avec fierté, qu'il a mené le travail qu'on lui avait confié avec toute la conscience professionnelle possible : « Quand j'aurai les cheveux blancs et qu'on viendra me demander pourquoi j'ai conçu la Tour comme cela et pas autrement, je pourrais donner des explications, car ça fait partie de mes responsabilités, de mon travail, de réfléchir aux choses. »

Ordre autoritaire et désordre bureaucratique

La présentation détaillée des entretiens avec Salim et Ali permet de mettre en lumière des processus essentiels dans la production de l'ordre spatial et d'une architecture du pouvoir en évitant l'« illusion rétrospective » qui assigne des intentions, des préméditations, des responsabilités, une « stratégie consciente et calculée, voire cynique », à des collectifs désincarnés (l'État, la bureaucratie, etc.) et contribue à faire croire que le résultat était couru d'avance alors qu'il ne s'est révélé qu'« après la bataille » (Bourdieu 1980 : 5-6). On le voit, plusieurs employés gouvernementaux et personnels politiques ayant des statuts, des capacités décisionnelles et des habitus différents ont été des acteurs-clés de cette bataille ayant conduit à la Tour telle qu'on peut la voir aujourd'hui. Les transactions se sont faites par petites touches à différents moments de l'élaboration du projet. Plusieurs aspects ressortent.

Tout d'abord, si des points pratiques et techniques (embouteillages, accidents, parkings, nuisances sonores, agrégation à des projets en cours, etc.)

ont été des ressources transactionnelles de poids, différentes conceptions de l'espace public et du service public mais aussi différentes cultures professionnelles sont au soubassement des prises de positions et des évaluations du résultat final. Certains acteurs avaient à cœur de favoriser l'accessibilité au public, la gratuité, l'ouverture du lieu et la multiplicité de ses usages. Les luttes internes dans « un champ de forces antagonistes ou complémentaires où, en fonction des intérêts associés aux différentes positions et des *habitus* de leurs occupants, s'engendrent les “volontés” et où se définissent et se redéfinissent sans cesse, dans et par la lutte, la réalité des institutions et de leurs effets sociaux, prévus et imprévus » (*ibid.* : 6), ont donc eu pour effet de relocaliser la Tour, mais ont échoué à favoriser l'accessibilité du lieu en raison de sa privatisation ultérieure, non anticipée. L'emprise de l'État sur le site physique de la Tour de la Révolution, et plus largement sur l'ordre spatial à Michenzani, est aussi partiellement diluée par les logiques de privatisation. Ceci montre que le monumentalisme d'État n'a pas les moyens financiers de son ambition, et que l'exercice autoritaire du pouvoir perd en efficacité.

En second lieu, le monument a suscité des jugements esthétiques portant sur sa beauté et son attractivité mais aussi sur celles de l'ensemble du site de son édification. Les incertitudes sur la forme que prendrait le monument — objet d'art ou pièce d'architecture — pendant les négociations portant sur son emplacement ont compromis la compréhension d'une partie des enjeux en cours par certains acteurs gouvernementaux et, par conséquent, limité leur capacité à entrer dans la transaction avec les plus hauts cercles de décideurs, les obligeant à faire bonne figure face au résultat final. Ces jugements esthétiques ont été arrimés à des conceptions différentes de ce que doivent être les espaces de sociabilité et de l'idée de modernité urbaine, comme les débats sur la hauteur de la Tour ou l'usage du jardin au pied de la Tour en témoignent. Mais l'intégration de la Tour au programme d'aménagement de Michenzani a permis de désactiver ces désaccords esthétiques et architecturaux pour faire avant tout de celle-ci le symbole d'une modernité capable de rivaliser avec des édifices construits ailleurs dans le monde. En entretien, Ali est revenu plusieurs fois sur le fait que de l'autre côté de la route seront construits les nouveaux bureaux du ministère ; eux aussi seront situés dans des bâtiments hauts et modernes, de sorte qu'ils seront comme une « Tour jumelle » : ce seront des « faux-jumeaux », précise-t-il, car les deux constructions ne se ressembleront pas, mais la Tour comme le ministère seront « des symboles de la modernité, du changement, du fait d'aller de l'avant »¹⁷.

Les transactions qui ont porté sur les attributs formels de la Tour semblent avoir été bien plus limitées que celles liées à son emplacement en raison de la

17. Entretien avec Ali, Stone Town, 4 mars 2016.

plus grande mainmise de quelques acteurs (tels Ali, le concepteur, et plusieurs hauts responsables du Bureau de la Seconde vice-présidence), de sa confidentialité, mais aussi de facteurs contingents comme l'urgence imposée à Ali pour mener le projet à bien et les absences répétées d'employés du ministère en mission, dont le statut et la fonction leur donnaient pourtant suffisamment de poids pour peser dans l'arène des négociations, tel Salim. Les aboutissements d'un projet sont donc le résultat de négociations sur lesquelles pèsent la détention différentielle de capacités décisionnelles, l'accès différentiel à l'information, la marche à des rythmes inégaux des composantes du projet, des conflits dans les conceptions des résultats à accomplir sur la base de normes bureaucratiques, d'*habitus* sociaux et de croyances individuelles ou partagées mais aussi sur la base d'intérêts perçus. Ils sont également affectés par des désorganisations ou des coordinations ratées entre acteurs, des retards et des lenteurs bureaucratiques, des accidents de parcours. En cela, les fonctionnements bureaucratiques réels à Zanzibar rappellent une nouvelle fois que l'État est un processus social complexe qui n'a pas la cohérence et la permanence qu'on lui prête bien souvent (Olivier de Sardan & Bierschenk 2014). L'État est, pour reprendre les termes de William Bissell (2011 : 328, ma traduction) à propos des autorités coloniales britanniques à Zanzibar, « moins un site d'*agency* qu'un ensemble plus ou moins coordonné d'agents, c'est-à-dire d'acteurs culturels cherchant à exercer l'autorité, influencer les autres, et réaliser certaines visions », où l'ordre côtoie le chaos.

Toutefois, dans cette constellation d'acteurs, d'*ethos* et de pratiques qui font l'État à Zanzibar, la Présidence et la Seconde vice-Présidence ressortent comme des acteurs-clés de l'arène de négociation en raison de la primauté de leurs capacités décisionnelles. Produit d'une histoire postcoloniale d'autoritarisme arbitraire sous la férule du parti unique puis, après la réintroduction du multipartisme en 1992, sous celle du parti dominant, le CCM, l'hypercentralisme de la politique zanzibarite contrôlée par un groupe ayant la mainmise sur l'appareil d'État (Cameron 2009) limite les marges de négociations de la bureaucratie d'État. Ceci explique pourquoi les tractations qui ont eu lieu ont pu porter sur des aspects pratiques du projet, et non sur le projet dans son ensemble et sur la vision qu'il sert, celle d'une histoire nationale d'où est gommée la violence révolutionnaire mais où sont glorifiés les aboutissements des cinquante dernières années, créant ainsi la fiction d'une filiation directe entre les premiers temps révolutionnaires et le régime actuel. Aucun des entretiens menés n'a révélé l'existence de négociations internes sur cette lecture de la Révolution au sein du personnel bureaucratique et gouvernemental. Ainsi, à la question de savoir pourquoi le Conseil des ministres a préféré construire un nouveau monument plutôt que d'utiliser un bâtiment ancien

pouvant incarner la Révolution, Ali semble d'abord décontenancé, disant que la question ne l'avait pas effleurée. Le Conseil leur avait en effet présenté l'édification d'un nouveau monument comme une décision irrévocable. Il poursuit en soulignant que les bâtiments qui ont historiquement été utilisés à la Révolution sont tous occupés par des institutions officielles — bureaux de ministères, postes de police, etc. — et qu'ils ne peuvent donc pas être visités. Ce grand récit révolutionnaire est celui que la Tour finalement dessinée par Ali symbolise, avec sa coupe des fruits de la Révolution et ses quatre communautés essentialisées, comme les explications d'Ali le démontrent. Ali adhère par ailleurs à cette mise à distance de l'histoire de la Révolution qui caractérise le nouveau monumentalisme étatique. Il affirme que « Mapinduzi, ce n'est pas l'histoire de ce qui s'est passé, ce n'est pas revenir encore et encore sur les meurtres et les morts ; il faut penser la Révolution comme quelque chose de continu, en termes de volonté de changement et d'action »¹⁸. Ses propos font écho aux entretiens avec différents fonctionnaires de l'État ainsi qu'aux allocutions publiques, où la Révolution reste le principal symbole de progrès et de modernité. Malgré des batailles internes, malgré les désordres bureaucratiques, malgré une culture étatique autoritaire qui n'a pas toujours les moyens de ses ambitions, le nationalisme monumental zanzibarite reste efficace car il est pris en charge par des agents de l'État dont les dispositions acquises les inclinent à le perpétuer. Il est le produit d'une « même histoire qui hante l'habitus et l'habitat, les dispositions et la position, le roi et sa cour » (*ibid.* : 6).

Contester l'architecture du pouvoir

L'absence de consultation des acteurs non étatiques est un autre élément révélateur d'une culture étatique autoritaire et d'une conception *top-down* du pouvoir. Dès l'annonce publique du projet de la Tour, les boucliers se sont levés pour protester contre les sommes pharaoniques que le projet allait englober alors qu'à Zanzibar, dénonçait-on, les services publics de base sont défaillants et la majorité de la population vit au jour le jour. C'est sur cette ligne argumentative, relevant d'un registre financier, économique et social et visant plus largement les pratiques clientélistes et prédatrices des élites politiques du CCM, que la contestation au projet s'énonça à la Chambre des représentants, le parlement de Zanzibar. Cette contestation était représentée par le principal parti d'opposition, le Civic United Front (CUF, le Front civique uni). Ce parti, très populaire en ville où il remporte des positions électorales à chaque nouvelle

18. Entretien avec Ali, Stone Town, 4 mars 2016.

élection générale, était rentré au gouvernement, dans le sillage des élections de 2010, en raison de l'instauration d'un système de partage du pouvoir qui prit la forme d'un Gouvernement d'unité nationale (GUN) (Bakari & Makulilo 2012). Mais non majoritaire à la Chambre des représentants, le Parti ne put contrer le projet de la Tour. Par ailleurs, la Tour dérange aussi parce qu'elle reconduit, dans une forme monumentale, le grand récit de la libération, cette version officielle de la Révolution fortement contestée par d'autres acteurs qui y voient, au contraire, un coup d'État illégitime et un exutoire revanchard et sanguinaire. Parmi eux se trouvent les groupes dont l'expérience historique de ce passé, toujours vivante, se caractérise par la perte, la douleur et la mort, mais aussi les membres et sympathisants de l'opposition. La Tour représente pour eux l'emprise d'une histoire mensongère qui, sous prétexte de créer une mémoire nationale unitaire propice au développement d'un sentiment patriotique, a dissimulé combien la Révolution a divisé la société, conduit à des massacres et à des exils, produisant ainsi des divisions politiques, sociales et économiques qui suivent des lignes de fractures raciales et religieuses reconduites jusqu'à aujourd'hui (Fouéré 2010, 2012). Enfin, la Tour incarne aussi l'enracinement politique d'un régime qui n'a pas tenu ses promesses tant vantées de développement et de modernité.

La contestation de la Tour par les hommes forts du CUF a trouvé un écho auprès des militants et sympathisants du Parti par l'intermédiaire de ses *barazas* et *maskanis*, ces lieux informels de discussions où, en fin d'après-midi, s'échangent les dernières nouvelles politiques, tissant ainsi un maillage étroit de conscientisation et de mobilisation politiques dans toute l'agglomération urbaine et jusque dans les villages de l'archipel. Elle a aussi été relayée dans les médias sociaux animés par quelques politiciens réputés du Parti. Ally Saleh est parmi ceux qui portèrent haut la contestation dans leurs pages Facebook, un média prisé en ville par les partisans du CUF mais aussi par la diaspora zanzibarite. Éminent journaliste des îles longtemps correspondant pour la BBC, adepte de la critique politique dans la presse nationale, aussi traducteur, poète et écrivain publiant ses œuvres localement, Ally Saleh fut candidat victorieux de l'opposition pour la circonscription de Malindi, dont Stone Town fait partie, aux élections législatives de 2015. Dans les pages de son compte Facebook, au ton toujours acerbe, il donna de la visibilité médiatique au projet de la Tour dès l'annonce officielle de sa construction. Ainsi, le 10 octobre 2013, il consulta ses lecteurs : « Je voudrais que vous me souteniez pour empêcher le gouvernement de construire cette Tour du cinquantenaire de la Révolution à Michenzani, près de Kisonge. De mon point de vue, cet espace doit rester ouvert au lieu d'être entaché par cette Tour. Il convient de lui trouver un autre emplacement. Quel est votre avis ? » Les 13 et 14 octobre 2013, il posta les

deux premiers croquis publics de la Tour. L'un était extrait de *Zanzibar Leo*, le quotidien gouvernemental qui titrait « Une Tour du cinquantenaire de la Révolution en construction », annonçant que le projet serait achevé en janvier 2014 pour les commémorations du cinquantenaire et que la Tour serait « un lieu de commerce et un attrait pour les touristes ».

Les postes d'Ally Saleh déclenchèrent des réactions vives parmi ses lecteurs qui, pour la plupart, sont des sympathisants de l'opposition. Un grand nombre de commentateurs contestaient le projet dans sa totalité en raison de son coût jugé exorbitant. Certains d'entre eux appuyèrent ce rejet en postant des photographies des chambres et des toilettes, sales et délabrées, des hôpitaux des îles. Un participant à la discussion compara la Tour de la Révolution au Monument de la Renaissance construit à Dakar, au Sénégal. Commentant un article en ligne sur le cas sénégalais,¹⁹ il laissait entendre que le régime zanzibarite pourrait lui aussi payer lourdement ses ambitions de monumentalisme : « Les Sénégalais se sont débarrassé de Abdoulaye Wade en raison d'une mauvaise gestion du prêt pour construire le monument, mais les gens meurent de faim. » Par ailleurs, le nom de la Tour donna lieu à de nombreuses attaques. Certains suggérèrent de l'appeler « la Tour de l'Indépendance et de la Révolution », afin de rappeler l'importance de la date du 10 décembre 1963, quand Zanzibar obtint son indépendance des pouvoirs britanniques. Pour beaucoup de familles ayant souffert de la violence révolutionnaire, le 10 décembre est en effet considéré comme la vraie date de l'accession à l'indépendance de Zanzibar alors qu'il est qualifié de « fausse indépendance » (« *uhuru bandia* ») ou de « l'indépendance des Arabes » dans la rhétorique étatique. D'autres notèrent que dans le contexte actuel de fortes tensions partisans entre le CCM et le CUF, il aurait été plus judicieux de baptiser le monument « Tour de la réconciliation » ou « Tour du gouvernement d'unité nationale » afin de célébrer les efforts entrepris, depuis 2010, pour surmonter les conflits partisans ancrés dans un passé révolutionnaire contesté.

Enfin, les remarques sur l'emplacement de la Tour sont particulièrement intéressantes au regard de la question des mémoires et des interprétations concurrentes de la Révolution. Raha Leo fut mentionné, quartier général emblématique des révolutionnaires pendant les premières journées qui suivirent le renversement du régime et d'où furent diffusés, par radio, l'annonce qu'une révolution venait d'avoir lieu, puis des menaces et des discours de haine à l'égard des populations d'origine arabe. Certaines voix acerbes se levèrent aussi pour proposer que la Tour soit plutôt construite à Dodoma en Tanzanie

19. « For Many in Senegal, Statue is a Monumental Failure » (daté du 5 janvier 2010 ; dernière consultation le 9 avril 2017), <<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=122220923>>.

continentale. Ces déclarations s'ancrent dans une lecture aujourd'hui prépondérante chez les partisans du CUF faisant de la Révolution l'avènement d'un colonialisme africain, celui de la Tanzanie continentale, par le biais du CCM, et d'une rhétorique raciale, essentialiste et revancharde (Fouéré 2012, 2013). Cinquante ans après la Révolution, c'est encore une fois ce conflit d'histoire et de mémoire que la Tour réactive, divisant, d'un côté, les thuriféraires d'une Révolution libératoire, devenue date de naissance d'une nouvelle nation zanzibarite qui serait africaine et noire et, de l'autre, ceux pour qui la Révolution marque l'entrée dans le chaos politique, les divisions sociales, les animosités raciales, le déclin économique et la domination politique de la Tanzanie continentale sur l'archipel.

Mais les contestations publiques furent quasiment nulles en dehors de ces quelques échanges acerbes dans les médias sociaux. Contrairement au cas du Ghana, par exemple, il n'y eut pas de tentatives de détournement ou de réappropriation des cérémonies du cinquantenaire par des acteurs non étatiques (Lentz 2013b). C'est une atmosphère de laissez-faire désabusé qui fut de mise lors des commémorations et qui règne encore, comme nous allons maintenant le voir.

Imperméabilité et fin d'hégémonie

Depuis ces quelques remous protestataires dans les médias sociaux, la Tour semble « imperméabilisée », pour reprendre l'expression de Robert Musil citée dans l'épître à cet article. L'attention de nombreux Zanzibarites paraît couler sur elle « comme l'eau sur un vêtement imprégné, sans s'attarder un instant » alors même qu'elle a été élevée « pour être vue » et « forcer l'attention » (Musil 1965 : 73). L'oubli la guette : « Comme on ne peut nuire [aux monuments] dans leur vie, on les précipite, une pierre commémorative au cou, au fond de l'océan de l'oubli » (*ibid.* : 83). L'atmosphère de flegme plutôt que de mobilisation qui règne aujourd'hui, face à la Tour, tient en partie au fait que le monument n'est pas totalement achevé, donc pas encore potentiellement investi en tant que lieu patrimonial, commémoratif, commercial et touristique. On voudrait toutefois poser l'hypothèse que le flegme actuel se nourrit surtout d'une habitude à l'exercice autoritaire et aux fonctionnements *top-down* du pouvoir ; il reflète les mécanismes ordinaires d'évitement par le détachement qui se sont développés dans l'archipel. À Zanzibar, la domination politique s'impose, depuis la Révolution, par la répression et la peur relayées par les services de sécurité et le quadrillage du parti-État, puissants dispositifs coercitifs, comme vu précédemment. Mais elle prend aussi appui sur

des mécanismes de redistribution et d'inclusion qui fondent la patience, les compromis et les espoirs que des changements pourront s'opérer sans passer par les risques d'une contestation frontale (Cameron 2009 ; Killian 2008). Chez les nombreux militants et sympathisants du CUF interrogés depuis que la Tour est édifée et son parvis accessible, les mêmes propos reviennent : la présence de ce monument ne change rien pour eux, mais ils n'iront jamais le visiter. Ils reprennent les arguments financiers mais aussi historico-mémoriels déjà entendus dans les médias sociaux. Ally Saleh insiste par ailleurs, lors d'une conversation, sur le fait qu'il n'y aurait pas de culture du monument à Zanzibar, de telle sorte que la présence massive de la Tour laisserait les habitants de la ville imperturbables. Il appuie son propos en évoquant les statues de Karume auxquelles aucune pratique commémorative par le bas ne vient jamais donner vie²⁰. Transposant à la Tour l'indifférence populaire envers ces deux statues, il soutient qu'elle aussi sera délaissée. Autrement dit, ce « plébiscite de tous les jours » par la « spontanéité festive » qui, selon Pierre Nora (1997 : 979), est la condition de la vitalité et du maintien des lieux de mémoire, paraît compromis. Imperméabilité, indifférence, oubli feraient de la Tour, à peine construite, une « brimbeloterie » commémorative (*ibid.* : 981) sans objet, sans histoire et sans lendemain.

La tiédeur populaire observée pendant les célébrations du cinquantenaire de la Révolution semble donner raison à nos interlocuteurs. Lors de la présentation officielle de la Tour au grand public, le 9 janvier 2014 en fin de matinée, dans ce quartier dense et populaire qu'est Michenzani, seule une foule éparse, plutôt jeune, était présente. Elle s'animait lorsque les chanteurs invités s'engageaient sur scène mais écoutait d'une oreille distraite les allocutions des hommes politiques. En dehors d'un afflux massif des habitants d'Unguja près de Maisara, à la lisière du centre-ville historique de Stone Town, le soir du 10 janvier, pour assister au grand feu d'artifice, les opérations festives du cinquantenaire mobilisèrent peu les habitants. Le 9 janvier en début d'après-midi, une course de boutres au départ du front de mer de Stone Town ne rassembla qu'une petite centaine de curieux. Et le 12 janvier, au stade Amaan, les gradins à moitié vides révélaient que le gouvernement avait peine à mobiliser les agents de l'État qui constituent le gros des troupes lors des cérémonies politiques. Cette absence patente d'enthousiasme face aux rituels commémoratifs n'est pas nouvelle, l'État ayant toujours placé au centre des célébrations de la Révolution les dignitaires de l'État et du Parti et délaissé la population. Déjà au milieu des années 1970, alors que les directives du Parti invitent à faire en sorte que les invités aux cérémonies — dignitaires du Parti, chefs d'État ou ambassadeurs — « expriment la joie

20. Conversation avec Ally Saleh, Stone Town, 11 novembre 2016.

ressentie à ce qu'ils ont vu » (ASP 1974 : 15), le peuple, lui, figure sous les traits d'une masse uniforme chantant, défilant et applaudissant à la gloire du régime (Bissell & Fouéré à paraître). Comme le rappelle Yves Fauré (1978 : 401), pour d'autres contextes, « la célébration officielle, quel que soit le degré de l'intervention plébéienne, est avant tout fête de l'État ».

Mais en 2014, cette nonchalance populaire reflète aussi un contexte politique, celui bien particulier des échecs du gouvernement à régler les blocages politiques, sociaux et économiques que connaît Zanzibar depuis la réintroduction du multipartisme en 1992. Le GUN instauré après les élections de 2010 avait soulevé de grands espoirs populaires de changements (Fouéré 2011) mais ne tint pas ses promesses. Le régime était resté aux mains de la classe politique issue du CCM, soupçonnée de poursuivre impunément sa « politique du ventre » (Bayard 1989), et capable de se maintenir au pouvoir uniquement en raison du soutien apporté par les autorités gouvernementales de Tanzanie continentale (Cameron 2009). Lors des commémorations du cinquantenaire, quatre ans après l'instauration du GUN, la désillusion avait déjà gagné la population et les élections alors en ligne de mire, prévues pour octobre 2015, paraissaient pouvoir porter un coup dur au CCM. L'ironie et le sarcasme s'exprimaient, et les jeux de mots sur les « fruits de la Révolution » fusaient : on entendait que les fameux « fruits » étaient insuffisants pour préparer un jus, ou qu'on n'avait pas attendu la Révolution pour récolter des mangues et des ananas. Il n'est donc guère étonnant, dans ce contexte de « fin d'hégémonie »²¹, que le 20 octobre 2015, à cinq jours du scrutin, des forces de l'ordre armées aient été postées pour garder la Tour de la Révolution. La présence des gardes devait empêcher les partisans du CUF d'y placarder leurs affiches électorales — un acte de provocation que ces derniers auraient pu vouloir faire, alors qu'une guerre des images se déroulait entre les partis (Fouéré 2016a), pour défier à la fois le régime, le parti et le symbole politique que constitue la Révolution à travers le monument qui la célèbre. Si les monuments intentionnels d'État sont, de manière générale, un instrument au service de la continuité du roman national et du maintien d'un régime, la Tour de la Révolution fut aussi, à Zanzibar, dans la conjoncture particulière de sa conception et de sa construction, une architecture de pouvoir destinée à masquer l'hégémonie mourante du régime en place.

21. Voir M. Chauvin, « Élections générales en Tanzanie et à Zanzibar : fin d'hégémonie du CCM et tournant inédit pour une opposition rassemblée », <<http://lamenparle.hypotheses.org/251>>.

Un « effet Gavroche », pour reprendre l'expression forgée par Daniel Fabre (1999), va-t-il se produire, c'est-à-dire une appropriation populaire de la Tour de la Révolution ? Le monument serait alors fréquenté, utilisé, « habité », soit en raison d'usages familiers et quotidiens, soit par la mise en place de rituels politiques « par le bas ». L'appropriation pourrait aussi opérer négativement, par des « scénarios de transgression des règles d'usage en procédant, tout comme Gavroche, à une occupation résolue, physique et symbolique, du monument » (*ibid.* 2009 : 39). L'effet Gavroche pourrait aussi entraîner la réactivation de lieux non intentionnels liés à la Révolution, sachant, comme nous l'avons vu, que des noms de sites sont gravés dans les mémoires mais aucunement investis par l'État. On rappelle que Fabre fait de Gavroche « l'allégorie de l'habitant du monument ». Dans *Les Misérables* de Victor Hugo, le jeune Gavroche élit domicile dans « l'éléphant creux qui trônait alors dans un angle de la place de la Bastille, vestige d'un monument projeté par Bonaparte » mais qui fut « oublié des édiles et des touristes, virant peu à peu à la ruine » (*ibid.* : 26). Des sites liés à l'indépendance du 10 décembre 1963 plutôt qu'à la Révolution du 11 janvier 1964 pourraient même surgir comme lieux de mémoire alternatifs. Ces scénarios sur les acclimations au monument font écho à ce que Garth Myers (1995) nous dit de l'espace urbain, à Zanzibar et ailleurs dans le monde, dont les usages diffèrent toujours des intentions initiales de leurs concepteurs, surtout lorsque ces derniers imposent des projets conçus en vase clos, sans prendre en compte les pratiques réelles et les désirs des habitants. Les habitats collectifs de Michenzani illustrent ce phénomène, des travaux récents ayant montré combien les usages qui sont faits des appartements et des espaces publics bouleversent les intentions de leurs concepteurs (de Nijs 2013). La plupart des appartements sont surpeuplés, accueillant des familles élargies au lieu des familles nucléaires initialement prévues, tandis que d'autres se transforment en salons de coiffure ou en boutiques clandestines. Si les effets Gavroche suggérés ici ne sont encore qu'hypothétiques, un projet en cours d'élaboration — conçu pour conserver, revitaliser et valoriser sous le label de « patrimoine socialiste » les quartiers construits dans les années 1960-1970 à la périphérie de Stone Town — va indéniablement introduire un rapport inédit à la monumentalité et à l'urbanisme révolutionnaires à Zanzibar.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAM A. S., 1986 [1978], *Les girofliers de Zanzibar*, Paris, Karthala.
- AFRO-SHIRAZI PARTY (ASP), 1970, *Tumemaliza Mwaka wa Sita, 1970. Tanzania Inaendelea Mbele. Matunda ya Mwaka wa Sita wa Mapinduzi Visiwani*, Zanzibar, Shirika la Upigaji Chapa.
- 1974, *Maendeleo ya Mapinduzi ya Afro-Shirazi Party, 1964-1974*, Zanzibar, non publié.
- ANDERSON B., 1996 [1983], *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- BAKARI M. & MAKULILO A., 2012, « Beyond Polarity in Zanzibar ? The “Silent” Referendum and the Government of National Unity », *Journal of Contemporary African Studies*, 30 (2) : 195-218.
- BAYART J.-F., 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- BAZIN J., 1996, « Interpréter ou décrire », in J. REVEL & N. WACHTEL (dir.), *Une école pour les sciences sociales*, Paris, Éditions du Cerf-Éditions de l'EHESS : 401-420.
- BISSELL W. C., 2011, *Urban Design, Chaos, and Colonial Power in Zanzibar*, Bloomington, Indiana University Press.
- 2012, « From Dhow Culture to the Diaspora : ZIFF, Film, and the Framing of Transnational Imaginaries in the Western Indian Ocean », *Social Dynamics*, 38 (3) : 479-498.
- BISSELL W. C. & FOUÉRE M.-A., à paraître, *Social Memories, Silenced Voices, and Political Struggles : Remembering the Revolution in Zanzibar*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota.
- BOURDIEU P., 1980, « La mort saisit le vif. Les relations entre histoire réifiée et histoire incorporée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 32-33, avril-juin : 3-14.
- BURGESS G. T., 2009, *Race, Revolution and the Struggle for Human Rights in Zanzibar. The Memoirs of Ali Sultan Issa and Seif Sharif Hamad*, Athens, Ohio University Press.
- CALAS B., 1998, « Ng'ambo : le double oublié de la Ville de pierre », in C. LE COUR GRANDMAISON & A. CROZON (dir.), *Zanzibar aujourd'hui*, Paris, Karthala ; Nairobi, IFRA.
- CAMERON G., 2009, « Narratives of Democracy and Dominance in Zanzibar », in K. LARSEN (ed.), *Knowledge, Renewal and Religion : Repositioning and Changing Ideological and Material Circumstances among the Swahili on the East African Coast*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet : 151-176.
- CLAYTON A., 1981, *The Zanzibari Revolution and its Aftermath*, London, C. Hurst & Company.

- COOPER F., 1980, *From Slaves to Squatters. Plantation Labor and Agriculture in Zanzibar and Coastal Kenya, 1980-1925*, New Haven, Yale University Press.
- FABRE D., 1999, « Gavroche et l'éléphant, ou vivre avec le monument », in R. DEBRAY (dir.), *L'Abus monumental. Actes des Entretiens du patrimoine*, Paris, Fayard-Éditions du Patrimoine : 271-281.
- 2000a, « L'ethnologue devant le monument historique », in D. FABRE (dir.), *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 1-29.
- 2000b, « Ancienneté, altérité, autochtonie », in D. FABRE (dir.), *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 196-208.
- 2009, « Introduction. Habiter les monuments », in D. FABRE & A. IUSO, *Les monuments sont habités*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 17-52.
- FAURÉ Y.-A., 1978, « Célébrations officielles et pouvoirs africains : symbolique et construction de l'État », *Canadian Journal of African Studies*, 12 (3) : 383-404.
- FOUÉRÉ M.-A., 2010, « Sortie de clandestinité des années sombres à Zanzibar (1964-1972) », *Cahiers d'Études africaines*, L (1), 197 : 95-122.
- 2011, « Chronique des élections de 2010 à Zanzibar », *Politique Africaine*, 121 : 127-145.
- 2012, « Reinterpreting Revolutionary Zanzibar in the Media Today : The Case of Dira Newspaper », *Journal of Eastern African Studies*, 6 (4) : 672-689.
- 2013, « Julius Nyerere à Zanzibar : père ou ennemi de la nation », *Vingtième Siècle*, 118 (2) : 61-73.
- 2016a, « L'affiche électorale : art, stratégie et matière à politique. La Révolution, l'opposition et les élections de 2015 à Zanzibar », *Politique Africaine*, 144 : 115-134.
- 2016b, « Film as Archive : Africa Addio and the Ambiguities of Remembrance in Zanzibar », *Social Anthropology/Anthropologie sociale*, 24 (1) : 82-86.
- FOUÉRÉ M.-A. & MAINGRAUD-MARTINAUD C., 2015, « Une hégémonie compétitive contre vents et marées : les élections générales de 2015 en Tanzanie et à Zanzibar », *Politique Africaine*, 140 : 145-163.
- DE JONG F. & FOUCHER V., 2010, « La tragédie du roi Abdoulaye ? Néomodernisme et Renaissance africaine dans le Sénégal contemporain », *Politique Africaine*, 118 : 187-204.
- GELLNER E., 1983, *Nations and Nationalism*, Ithaca, NY, Cornell University Press.
- GILLIS J. R., 1994, « Memory and Identity : The History of a Relationship », in J. R. GILLIS (ed.), *Commemorations : The Politics of National Identity*, Princeton, N.J., Princeton University Press : 3-4.
- GLASSMAN J., 2011, *War of Words, War of Stones : Racial Thought and Violence in Colonial Zanzibar*, Bloomington, Indiana University Press.

- GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE ZANZIBAR (GRZ), 2013, *Muongozo wa maadhimisho ya sherehe za miaka 50 ya Mapinduzi ya Zanzibar kwa wizara, mikoa na taasisi (Guide pour la commémoration des fêtes du cinquantenaire de la Révolution de Zanzibar pour les ministères, les régions et les institutions)*, Zanzibar, Bureau du Second Vice Président.
- 2014, *Hotuba ya Rais wa Zanzibar na Mwenyekiti wa Baraza ya Mapinduzi Mhe. Dk. Ali Mohamed Shein katika Maadhimisho ya Sherehe za Miaka 50 ya Mapinduzi ya Zanzibar, Tarehe 12 Januari, 2014 (Discours du président de Zanzibar et président du conseil révolutionnaire son éminence Dr. Ali Mohamed Shein lors des commémorations des fêtes du cinquantenaire de la Révolution de Zanzibar, en date du 12 janvier 2014)*, Zanzibar, Serikali ya Mapinduzi ya Zanzibar.
- HITCHCOCK M., 2002, « Zanzibar Stone Town Joins the Imagined Community of World Heritage Sites », *International Journal of Heritage Studies*, 8 (2) : 153-166.
- KARUME A. A., 1969, « Address of His Excellency the Vice-President of Tanzania and President of the Afro-Shirazi Party, the Hon. Sheikh Amani Karume, at Maisara Suleiman Ground, 12 January 1969 », *Zanzibar National Archives*, BA 68/15.
- KASFIR S. L., 2004, « Tourist Aesthetics in the Global Flow : Orientalism and “Warrior Theatre” on the Swahili Coast », *Visual Anthropology*, 17 : 319-343.
- KHATIB M. S., 1975, *Utenzi wa Ukombozi wa Zanzibar (Poème épique à la libération de Zanzibar)*, Oxford, Oxford University Press.
- KILLIAN B., 2008, « The State and Identity Politics in Zanzibar : Challenges to Democratic Consolidation in Tanzania », *African Identities*, 6 (2) : 99-125.
- LENTZ C., 2013a, « The 2010 Independence Jubilees: The Politics and Aesthetics of National Commemoration in Africa », *Nations and Nationalism*, 19 (2) : 217-237.
- 2013b, « Ghana@50. Celebrating the Nation, Debating the Nation », *Cahier d'Études africaines*, LIII (3), 211 : 519-546.
- LOFCHIE M. F., 1965, *Zanzibar : Background to Revolution*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- LONGAIR S., 2015, *Cracks in the Dome : Fractured Histories of Empire in the Zanzibar Museum, 1897-1964*, Farnham, Ashgate.
- MAPURI O. R., 1996, *Zanzibar : The 1964 Revolution : Achievements and Prospects*, Dar es Salaam, TEMA Publishers.
- MARSCHALL S., 2010, *Landscape of Memory : Commemorative Monuments, Memorials and Public Statuary in Post-Apartheid South Africa*, Boston-Leiden, Brill.
- MARTIN E. B., 2007 [1978], *Zanzibar. Tradition and Revolution*, Zanzibar, Gallery Publications.
- MBEMBE A., 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.

- MUSIL R., 1965, *Œuvres pré-posthumes*, Paris, Éditions du Seuil.
- MYERS G. A., 1993, *Reconstructing Ng'ambo : Town Planning on the Other Side of Zanzibar*, Thèse de doctorat, Los Angeles, University of California.
- 1994, « Making the Socialist City of Zanzibar », *Geographical Review*, 84 (4) : 451-464.
- 1995, « A Stupendous Hammer : Colonial and Postcolonial Reconstruction of Zanzibar's Other Side », *Urban Studies*, 32 (8) : 1345-1359.
- 1998, « Intellectual of Empire : Eric Dutton and Hegemony in British Africa », *Annals of the Association of American Geographers*, 88 (1) : 1-27.
- 2000, « Narrative Representations of Revolutionary Zanzibar », *Journal of Historical Geography*, 26 (3) : 429-448.
- DE NIJS A., 2013, « Lessons from "The Other Side". Post-colonial Ideals and Everyday Inhabitation in the Michenzani Blocks, Zanzibar », *Planum. The Journal of Urbanism*, 26 (1) : 1-15.
- NORA P. (DIR.), 1997 [1984-1992], *Les lieux de mémoire*, 3 vol., Paris, Gallimard.
- OKECH R. N., 2010, « Socio-cultural Impacts of Tourism on World Heritage Sites : Communities' Perspective of Lamu (Kenya) and Zanzibar Islands », *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, 15 (3) : 339-351.
- OKELLO J., 1967, *Revolution in Zanzibar*, Nairobi, East African Publishing House.
- OLIVIER DE SARDAN J-P. & BIRSCHENK T. (EDS.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden-Boston, Brill.
- RENAN E., 1997 [1882], *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Mille et une nuits.
- RIEGL A., 1984 [1903], *Le culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*, Paris, Éditions du Seuil.
- SHACKLEY M., 1998, « Tourism and the Management of Cultural Resources in the Pays Dogon, Mali », *International Journal of Heritage Studies*, 3 (1) : 17-27.
- SHERIFF A., 1987, *Slaves, Spices and Ivory in Zanzibar, 1770-1873*, London, James Currey.
- 1995, *The History and Conservation of Zanzibar Stone Town*, London, James Currey.
- SHERIFF A., VOOGT P. & LUHILA M., 2007, *The Zanzibar House of Wonders Museum. Self-Reliance and Partnership, a Case Study in Culture and Development*, Amsterdam, Koninklijk Instituut Voor de Tropen.
- SHIVJI I., 2008, *Pan-Africanism or Pragmatism ? Lessons of Tanganyika-Zanzibar Union*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota.
- UNESCO, 2013, *Swahili Historic Urban Landscapes. Report on the Historic Urban Landscape Workshops and Field Activities on the Swahili Coast in East Africa, 2011-2012*, Paris, UNESCO.

WIMMELBÜCKER I., 2012, « Architecture and City Planning Projects of the German Democratic Republic in Zanzibar », *The Journal of Architecture*, 17 (3) : 407-403.

WINTHER T., 2008, *The Impact of Electricity : Development, Desires and Dilemmas*, Oxford-New York, Berghahn Books.

RÉSUMÉ

À Zanzibar, l'édification d'une Tour de la Révolution dans le quartier de Michenzani a été un élément central des commémorations du cinquantenaire de la Révolution de 1964. Massive, incontournable, cette Tour a provoqué le malaise, aussi bien chez certains fonctionnaires d'État que parmi les opposants au régime en place. Cet article vise à expliquer ce nouveau monumentalisme étatique en le situant par rapport à une monumentalité révolutionnaire délaissée et une rhétorique révolutionnaire, envahissante mais contestée, de la modernité. Il analyse les négociations portant sur les attributs formels et la localisation de la Tour entre plusieurs acteurs étatiques. Il rend aussi compte de protestations publiques pour mettre en lumière le fait que cette architecture de pouvoir, initialement conçue pour célébrer la nation et glorifier le régime, est, de façon ironique, l'indice d'une crise d'hégémonie du régime.

Mots-clés : Zanzibar, Michenzani, cinquantenaire, monument, tour, révolution.

ABSTRACT

Monumental Uneasiness, Commemorative Discomfort. Zanzibar and its Revolution Tower. — Zanzibar's Revolution Tower, built in Michenzani, was a central feature of the fiftieth anniversary commemorations of the 1964 Revolution. This massive and highly visible monument created uneasiness both for some government employees and many opponents to the regime. This article aims to explain this new state monumentalism by situating it between a neglected revolutionary monumentality and an invasive, yet contested, revolutionary rhetoric of modernization. It analyses negotiations among several state actors over the Tower's formal attributes and location. It also accounts for a series of public protests in order to highlight how much this architecture of power—initially intended to celebrate the nation and praise state power—ironically signals a crisis of state hegemony.

Keywords: Zanzibar, Michenzani, jubilee, monument, tower, revolution.